



**PRÉFET
DES CÔTES-
D'ARMOR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



2022

**RAPPORT D'ACTIVITÉ
DES SERVICES DE L'ÉTAT
DANS LE DÉPARTEMENT**

Côtes-d'Armor



Ce rapport d'activité des services de l'État dans le département, au-delà de l'obligation légale de sa présentation, est l'occasion pour les élus et les habitants du département de découvrir l'étendue et la diversité des actions de l'État territorial au service des Costarmoricains : protéger la population, former par l'éducation, transformer l'économie, améliorer la préservation des patrimoines naturel et culturel et renforcer la cohésion sociale et territoriale.

L'année 2022 aura encore été particulière tant pour nos concitoyens que pour les services de l'État du fait de la guerre en Ukraine et des conséquences qui en ont découlé (accueil de réfugiés, crise énergétique, inflation...). L'été 2022 aura également été marqué par une sécheresse exceptionnelle rappelant qu'il nous appartient collectivement de préserver nos ressources naturelles et d'adapter les usages de l'eau.

Face à chaque défi, le lien de confiance entre l'État, les collectivités territoriales et l'ensemble des acteurs du territoire est indispensable pour continuer de servir les Costarmoricains ainsi que se préparer et s'adapter aux mutations sociales, économiques, écologiques que vit notre pays."

Stéphane Rouvé
Préfet des Côtes-d'Armor

SOMMAIRE

01 Présentation de l'État dans le département

Les services de l'État dans les Côtes-d'Armor 3

03 Former par l'éducation et accompagner vers l'emploi

Le premier et le second degré, l'enseignement supérieur 11

Le renforcement de l'égalité des chances 12

L'accompagnement vers l'emploi 13

05 Préserver les patrimoines naturel et culturel

Protéger le patrimoine naturel 20

Le soutien au patrimoine culturel 21

02 Protéger les populations

Sécurité publique 5

Sécurité routière 6

Sécurité civile 6

Santé publique humaine et animale 7

Qualité de l'eau 8

Polices administratives 10

04 Transformer l'économie

Le soutien et le contrôle des entreprises 14

L'accélération de la transition énergétique 18

06 Renforcer la cohésion pour plus de solidarité

La cohésion sociale 23

L'aide aux personnes fragiles 24

L'accès au sport et à la culture pour tous 26

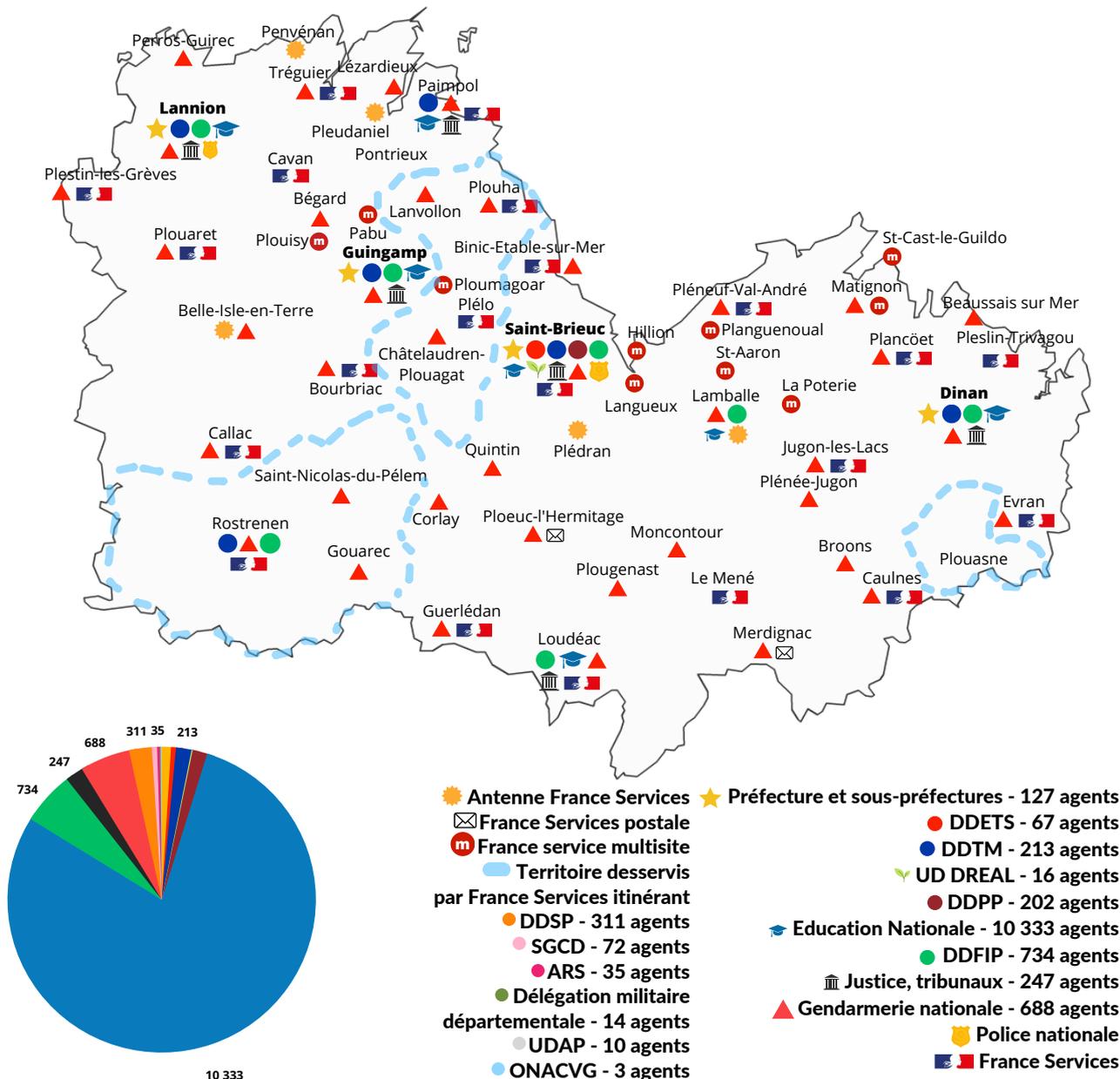
La cohésion territoriale 29

Citoyenneté 32

01 PRÉSENTATION DE L'ÉTAT DANS LE DÉPARTEMENT

LES SERVICES DE L'ÉTAT DANS LES CÔTES-D'ARMOR

Chacun des 13 072 agents des services de l'État œuvre, dans sa spécialité, au service des habitants du département.



FINANCES PUBLIQUES

L'État finance des actions, via l'impôt sur le revenu, avec 388,5 millions d'euros, et les prélèvements sociaux, avec 79,7 millions d'euros. La TVA permet de collecter 832,6 millions d'euros. Les services traitent 361 651 foyers fiscaux et 72 540 organismes redevables de la TVA.



60%

déclarations dématérialisées



25%

déclarations automatiques



15%

déclarations papiers

EN AVOIR POUR MES IMPÔTS

DANS LES CÔTES-D'ARMOR

ÉDUCATION

Coût d'une année scolaire par étudiant

École maternelle ou primaire

6 805 €
par élève

Lycée

10 986 €
par lycéen



Collège

8 206 €
par élève

Université

11 580 €
par étudiant

SANTÉ

Coût moyen



Passage aux urgences

227 €



Transport en ambulance

97 €



Prise de sang

40€



Accouchement

2 600 €

PRESTATIONS SOCIALES

68,8 millions d'euros

pour 11 034 bénéficiaires du RSA

271 millions d'euros

pour 50 320 demandeurs d'emplois
bénéficiaires d'Allocations chômage



TRANSPORTS, LOGEMENTS ET ÉCOLOGIE

Route

105 millions d'euros

pour la RN164 Rostrenen
avec la mise à 2x2 voies

Bus et trains

53,8 millions d'euros

dont 14,6 millions d'euros investis
par l'État pour la régénération ligne
ferroviaire Lamballe Dinan

Piste Cyclable

924 mille euros

dont 289,7 mille euros investis
par l'État pour la piste cyclable
à Lannion

MaPrimeRenov'

29,9 millions d'euros

pour 8 854 dossiers bénéficiaires

SÉCURITÉ, DÉFENSE ET JUSTICE



Sécurité

7

policiers
supplémentaires



Justice

2 1

magistrats greffier
supplémentaires



Pompiers

1 150 €

est le coût moyen
d'une intervention

AU NIVEAU NATIONAL

Au total, nous dépensons

57 milliards d'euros
pour l'Éducation Nationale

25 milliards d'euros
pour l'Enseignement supérieur

L'Éducation et l'Enseignement supérieur
représentent **6%** de notre dépense publique

Au total, nous dépensons

244 milliards d'euros
pour la santé

Au total, nous dépensons

771 milliards d'euros
pour la protection sociale,
soit **57%** de notre dépense publique

Au total, nous dépensons

27 milliards d'euros
pour les transports, le logement et l'écologie
soit **2%** de notre dépense publique

Au total, nous dépensons

9,6 milliards d'euros
pour la justice

17,8 milliards d'euros
pour la sécurité

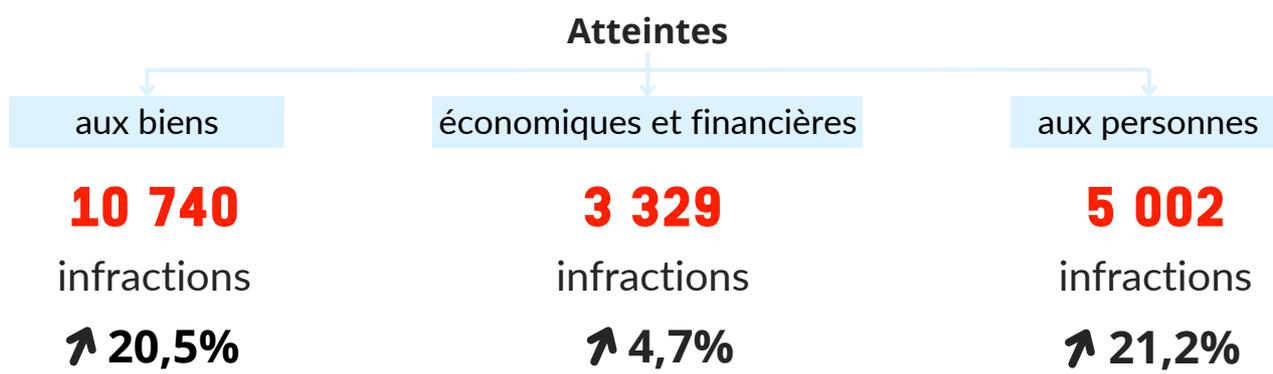
43,9 milliards d'euros
pour la défense
soit **5%** de notre dépense publique

02 PROTÉGER LES POPULATIONS

SÉCURITÉ PUBLIQUE

Les forces de sécurité intérieure, police et gendarmerie nationales, assurent la sécurité des biens et des personnes à travers le maintien de l'ordre public, la prévention et la lutte contre la délinquance.

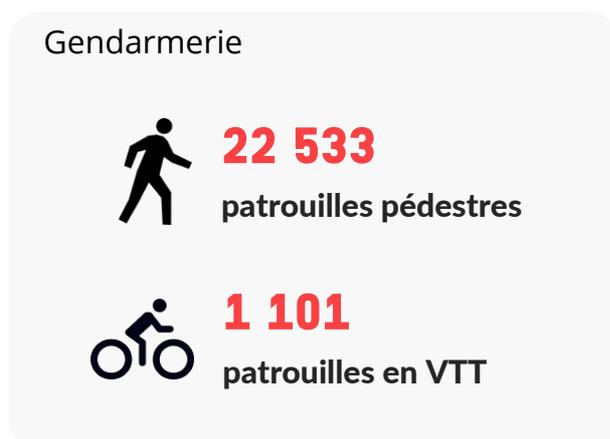
👉 DÉLINQUANCE



👉 LA LUTTE CONTRE LES STUPÉFIANTS



👉 RENFORCEMENT DE LA PRÉSENCE SUR LE TERRAIN



SÉCURITÉ ROUTIÈRE

L'éducation, la prévention et la répression sont les trois piliers de la politique de sécurité routière menée par les services de l'État.

ACCIDENTALITÉ ROUTIÈRE

La vitesse reste la première cause de mortalité et d'accidentalité suivie de l'alcool et les stupéfiants.



ACTIONS

RÉPRESSION



PRÉVENTION



ÉDUCATION



Rodéos urbains

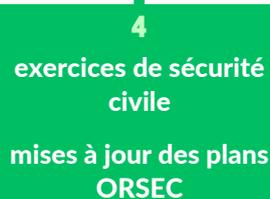
136 opérations ont été menées permettant de saisir **11** véhicules et d'interpeller **8** personnes pour **202** verbalisations.

SÉCURITÉ CIVILE

Prévention



Préparation



Intervention



Activité du SDIS 22

Les **2 967** sapeurs-pompiers, dont 2 560 volontaires et 27 % de femmes, interviennent, pour 80 % des activités, en secours à personnes, activité en **hausse de 11 %** par rapport à 2021 avec **36 132 victimes secourues**. Le reste des interventions concerne 2 943 incendies, 2 769 accidents, 69 risques technologiques, et 1 518 opérations diverses.

SANTÉ PUBLIQUE HUMAINE ET ANIMALE

La direction départementale de la protection des populations veille à la sécurité et à la qualité des aliments en contrôlant les conditions sanitaires de production et de mise sur le marché tout en s'adaptant aux changements de comportement du consommateur et en assurant le respect du bien-être animal.

Protection de la production



actions de surveillance des élevages impliquant 80 arrêtés préfectoraux de protection



contrôles au sein des établissements de transformation et de remise directe



abattoirs industriels inspectés en permanence



rappels à la réglementation, 24 mises en demeure, 2 fermetures d'urgence, 1 suspension d'agrément et 5 procès verbaux

Protection de la consommation



contrôles auprès de la grande et moyenne distribution, des industries agro-alimentaires, les importateurs



produits alimentaires retirés du marché



lutte contre les fraudes et gestion des alertes

Gestion des alertes

2022 c'est **139** alertes produits, **23** suspicions de toxi-infection alimentaire, **54** alertes élevages, **14** alertes en filière alimentation des animaux.

QUALITÉ DE L'EAU

L'agence régionale de santé est chargée du contrôle des eaux destinées à la consommation humaine et à la baignade.

LA SURVEILLANCE DE LA QUALITÉ DE L'EAU

Surveillance renforcée de la pollution dans les zones de captage

- 4 300 prélèvements d'eau
- 99,7 % prélèvements microbiologies conformes
- aucun dépassement de 50mg/l de nitrates
- 37 % de la population desservie par une eau avec un résultat non conforme aux pesticides
- 60 captages sensibles aux pollutions diffuses dont 17 nécessitant des mesures de contrôle et de réduction des polluants

Vigilance sur la dégradation des eaux de baignade en mer

- 84 interdictions
 - 25 interdictions temporaires
 - 64 interdictions préventives
- 119 sites de baignade contrôlés
- 1 217 prélèvements
- 350 kilomètres de littoral costarmoricain
- 95 % des sites de baignade contrôlés respectent les exigences de qualité communautaires
- Contrôle sanitaire du 1^{er} juin au 15 septembre relevant seulement :
 - ✗ 58 mauvais résultats

Qualité de l'eau

- Amélioration du classement sanitaire des zones grâce à la mise aux normes des réseaux d'assainissement
- 2 alertes sanitaires interdiction de :
 - pêche
 - mise sur le marché des coquillages
- 29 missions de contrôles
- 38 mises en demeure et une procédure de sanction administrative engagée

Les aides de l'agence de l'eau Loire-Bretagne

En 2022, l'État a soutenu, à travers l'agence, 301 demandes d'aide de subventions pour un montant de 21,1 millions d'euros. Les dossiers portent sur des études, animations et travaux sur tous les usages et usagers de l'eau.

LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION AUX NITRATES

La référence départementale est fixée à 173,1 unités d'azote par hectare (uN/ha) de Surface Agricole Utilisée (SAU). En 2022, l'évaluation des quantités d'azote s'établissait à 168,8 uN/ha de SAU contre 167,6 lors de la précédente campagne d'évaluation.

1,18 million d'€
d'opérations de ramassage et
traitement des algues vertes financé par
l'État

Plan de Lutte contre les
Algues Vertes (PLAV)

8 323 hectares
ont bénéficié de semis de couverts
végétaux financés par l'État pour 500 000 €

3 création de zones
soumises à contrainte
environnementale grâce au nouveau
PLAV 2022-2027

64 rappels réglementaires

Police de l'eau

30

pollutions accidentelles
de cours d'eau

54 mises en demeure

210
inspections d'exploitations
agricoles dont :

38 exploitations non conformes
pénalisées au titre de la conditionnalité
des aides de la PAC

Réseau d'assainissement

10,6

millions d'aides d'État
sur les 39,7 million d'euros
de travaux de mises aux
normes des systèmes
d'assainissement collectifs

Protection des captages
d'eau potable

8

projets d'élargissement
des périmètres de protection
des captages

Alerte sur la consommation d'eau

La France, et plus particulièrement les Côtes-d'Armor, ont connu l'année la plus chaude jamais enregistrée. Le département a été durablement affecté avec notamment la publication d'un arrêté préfectoral « crise sécheresse » imposant de larges restrictions d'usage du 10 août au 13 octobre avec un retour à la normale seulement le 21 novembre. Les restrictions d'usage de l'eau ont été fondées non pas sur la qualité de l'eau, dont la conformité aux normes imposées par l'ANSES est régulièrement vérifiée par l'ARS, mais sur sa disponibilité à l'échelle du territoire. Les services de l'État travaillent aujourd'hui avec l'ensemble des acteurs du territoire à sécuriser les approvisionnements en eau en faisant évoluer notre modèle de consommation.

Police



Des armes

23 176 **48 550**

détenteurs d'armes armes déclarées,
toutes catégories

12 018 dont 8 925 actifs
chasseurs 1 224 tireurs sportifs
3 fédérations de chasse, tir
et ball-trap

921

personnes interdites de détention d'armes



Vidéo-protection

275

installations de systèmes de vidéo-protections
autorisés par arrêté préfectoral



Des débits de boissons

26

avertissements ou mises en demeure

2

fermetures administratives à l'encontre
des débits de boissons



Des manifestations

41

dossiers de grands événements instruits
(+ de 5 000 personnes)

300

dossiers de manifestations sportives

13

manifestations annulées



Des drones

1 173

demandes d'autorisation de survol

↑ 7,3%

par rapport à 2021

Opération abandon d'armes

Du 25 novembre au 2 décembre 2022, l'opération d'abandon simplifié d'armes à l'État s'est déroulée de façon continue sur trois sites, aux brigades de gendarmerie de Dinan et Loudéac ainsi qu'au commissariat de Lannion. 1 884 armes à feu et 79 658 munitions ont pu être récupérées.



Le système d'information sur les armes (SIA), dorénavant obligatoire pour toute personne souhaitant conserver son droit à détenir des armes, a simplifié plusieurs procédures. Il délivre de manière dématérialisée, les droits à détenir des armes et assure la traçabilité des armes en temps réel.

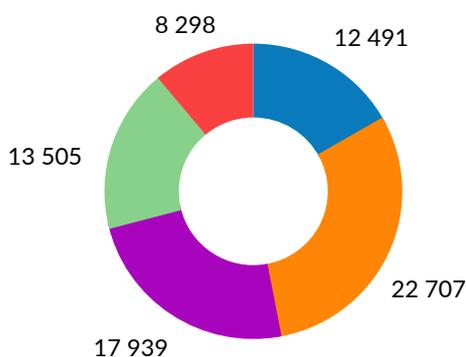
03 FORMER PAR L'ÉDUCATION, ACCOMPAGNER VERS L'EMPLOI

LE PREMIER ET LE SECOND DEGRÉ, L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

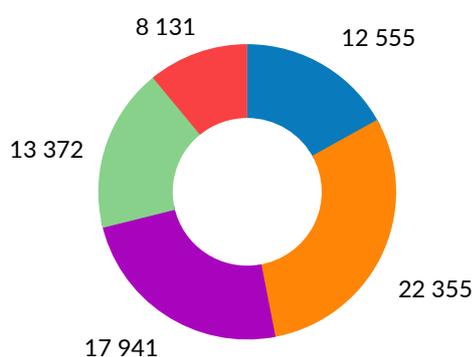
La maîtrise des fondamentaux, la préparation à la poursuite de la scolarité au lycée puis vers l'enseignement supérieur ou vers l'emploi et la promotion de l'égalité des chances fondent l'action de la direction des services départementaux de l'Éducation nationale.

■ Maternelle ■ Élémentaire ■ Collège ■ Lycée ■ Enseignement supérieur

ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

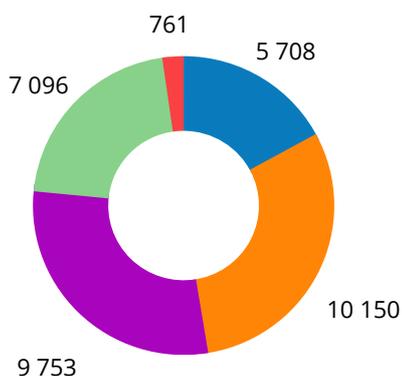


RENTRÉE 2021 : 74 940 élèves

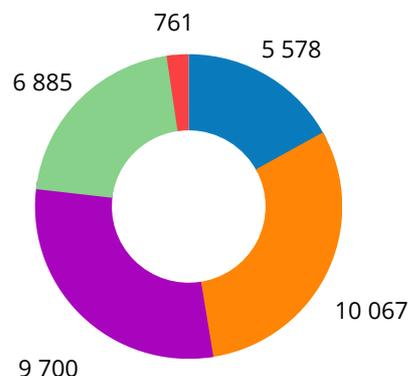


RENTRÉE 2022 : 74 354 élèves

ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS



RENTRÉE 2021 : 33 468 élèves



RENTRÉE 2021 : 32 991 élèves

1^{er} DEGRÉ

- 351 écoles publiques
- 149 écoles privées dont :
 - 8 écoles DIWAN
 - 3 hors contrat

2^{ème} DEGRÉ

- 79 collèges dont 47 publics et 32 privés
- 36 lycées généraux, technologiques et professionnels dont 20 publics et 16 privés

Un département avec nombre de petites structures dans le premier degré

67,68 % des écoles publiques ont 5 classes ou moins contre 74,7 % dans celles du privé. Le nombre moyen d'enfants par classe, à la rentrée 2022, était de 21,09 (19,73 en zone rurale).

LE RENFORCEMENT DE L'ÉGALITÉ DES CHANCES

PREMIER DEGRÉ

Scolarisation des plus petits



32,9%

en REP

21,2%

des enfants de moins de trois ans, dans le département, sont scolarisés

Stages de réussite

500

enfants bénéficiaires à chaque période



SECOND DEGRÉ



Vacances apprenantes

100

élèves bénéficiaires avec des cours spécialisés pour préparer la rentrée

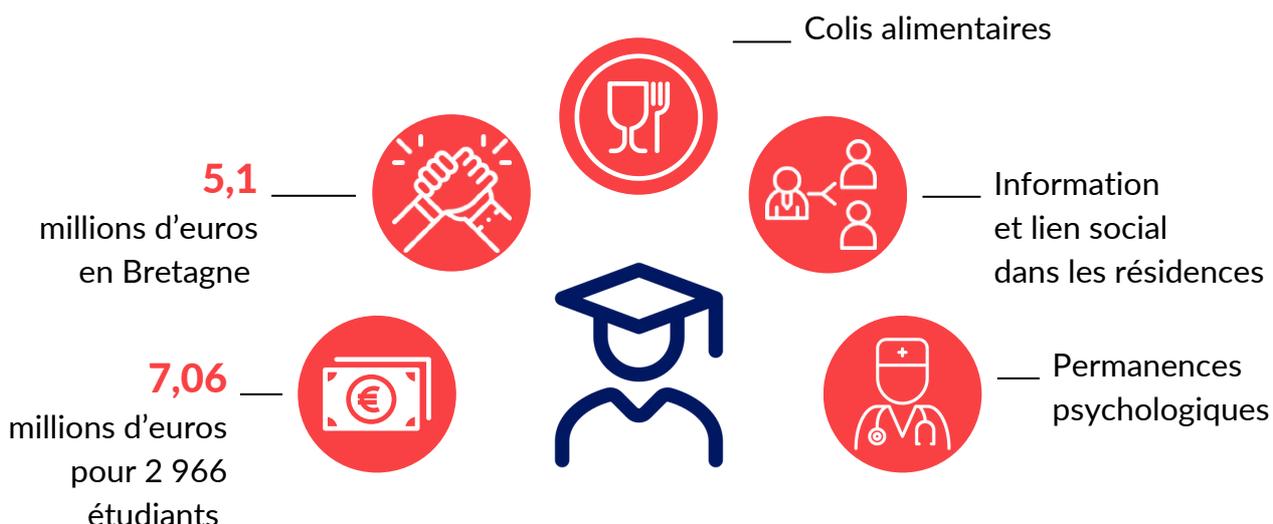
"Devoirs faits"

5 208

collégiens bénéficiaires de temps d'étude accompagnée



ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR



Dotation en matériel numérique

Les mairies ont déposé plus de 120 dossiers auprès des services de l'État, bénéficiant ainsi de 1,2 million d'euros dont 87 % pour les communes rurales qui accueillent 41 % des écoles publiques. La direction académique des Côtes-d'Armor s'est engagée dans la formation des enseignants sur le numérique éducatif dès la dotation en matériel.

L'ACCOMPAGNEMENT VERS L'EMPLOI

La direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités met en place plusieurs outils pour accompagner les jeunes en difficultés vers l'emploi.



#1jeune1solution
4452
recrutements de jeunes



223 PEC
Parcours Emploi
Compétence
488 CIE
Contrat
Initiative
Emploi
pour ceux les plus éloignés de l'emploi



2 603
jeunes accompagnés par les missions
locales



5 923
apprentis en 2022 **↑ 11.3 %**
par rapport à 2021



Le FIPJ
(Fond pour l'Insertion Professionnelle des Jeunes)
finance les actions des 16/25 ans
confrontés à des obstacles (sociaux,
familiaux, culturels...)



120
places en EPIDE pour des jeunes
majeurs peu ou pas qualifiés, en
voie
de marginalisation



20
heures
individualisé et renforcé
d'accompagnement

L'EMPLOI - FONDS INCLUSION DANS L'EMPLOI



Expérimentations



33

Structures d'insertion
par l'activité économique



2 939

Contrats aidés : accompagnement
renforcé facilitant l'insertion sociale
et professionnelle.



TERRITOIRES
ZÉRO CHÔMEUR
DE LONGUE
DURÉE

Chômeurs de **longue durée**,
les bénéficiaires des **minimas sociaux**,
les jeunes de **moins de 26 ans**
en grande difficulté ou encore
les **travailleurs reconnus handicapés**.

CHIFFRES DE L'EMPLOI EN 2022

Taux de chômage

6,3 %

contre

5,8% en Bretagne

7,3% en France

De

4,7 %

dans le bassin
de Lamballe Armor

à

7,2%

dans le bassin de
Guingamp

Catégorie A

22 270

demandeurs
d'emploi

↘ 12% sur un an

Toutes catégories

43 990

demandeurs
d'emplois

↗ 1% sur le quatrième
trimestre

↘ 6,5% sur un an

04 SOUTENIR ET TRANSFORMER L'ÉCONOMIE

LE SOUTIEN ET LE CONTRÔLE DES ENTREPRISES

Après les mesures d'urgence et le plan France Relance, l'État a lancé le plan France 2030 afin de soutenir l'activité économique, l'innovation et accélérer la transformation environnementale.

Perspectives 2030

L'ensemble des mesures du plan France Relance a permis aux acteurs du département de bénéficier d'une aide totale de 435 millions d'euros.

2022 a inauguré le lancement du nouveau plan d'investissement « France 2030 ». Doté de 54 milliards d'euros, ce plan doit permettre, à travers des appels à projets, d'accompagner la transformation de l'industrie française, d'investir dans les technologies innovantes et de soutenir la transition écologique.

L'AGRICULTURE

Premier département français pour la valeur de la production animale, le département des Côtes-d'Armor possède des exploitations agricoles aux systèmes très variés, élevages bovins, porcins, avicoles et petits ruminants, maraîchages de plein champ ou sous serre. L'État s'assure du respect des réglementations, accompagne la transition agro-écologique des exploitations, les aide à améliorer leur compétitivité et leur assure un soutien lorsqu'elles subissent des difficultés.

Les aides d'urgences

Filières animales



Plan de sauvegarde « porcs » et des mesures « alimentation animale » contre les surcoûts liés à la guerre en Ukraine

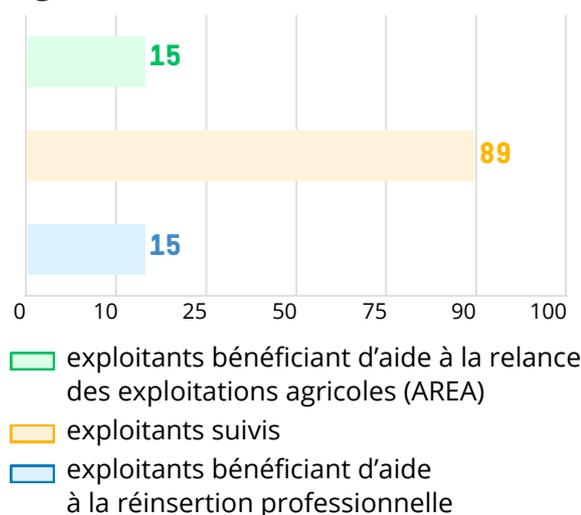
2 994

élevages bénéficiaires pour

64,68

millions d'euros

Agriculteurs en difficultés



15

projets d'installation aidés

La Dotation Jeune Agriculteur (DJA) a permis :

3200

installations depuis 2014

21 500 €

par exploitant installé
(en moyenne)

Les aides à la transformation



65 projets financés pour la biosécurité et le bien-être animal

La PAC en 2022



1 pilier de la PAC : Soutien du marché, des prix et des revenus agricoles

4^e rang national
avec **6 241** demandes

110 millions d'euros
sur la campagne 2022



2^{ème} pilier de la PAC : Développement durable

3^e rang national
avec **2 136** demandes

6% d'exploitations engagées
dans l'agriculture biologique
par rapport à 2021

👉 L'ÉCONOMIE MARITIME

Les halles à marées des Côtes-d'Armor ont connu, en 2022, des hausses de 13,7 % en valeur et 9 % en tonnage issues des produits de la pêche.



29

licences permettant
d'accéder aux eaux
territoriales anglaises



75,3

millions d'euros
de vente



25 100

tonnes de poissons
et de coquillages
débarquées



234

navires ont une licence
pour pratiquer la pêche
à la coquille
Saint-Jacques

Les cultures marines



1 216

hectares de concessions
conchylicoles (principalement
pour les huîtres)



167

km de bouchots
(moules)



127

demandes d'autorisation
ont été instruites donnant
lieu à 226 arrêtés
préfectoraux

L'activité de plaisance



38 500 navires de plaisance immatriculés

↓ **7%** du nombre de transactions (achat/vente
de navires)



149 manifestations nautiques

👉 LES INVESTISSEMENTS DANS LES INFRASTRUCTURES



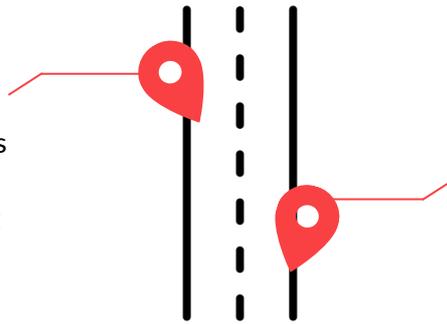
Réseau routier

RN 164

46 km de chantiers simultanés menés en 2022 dont 15 km à Rostrenen, 8 km à Plémet et 5 km à Merdrignac



77 % (124/162 km) du linéaire réalisé en 2x2 voies



RN 176

1,5 million d'euros pour la mise à 2x2 voies du pont Chateaubriand financée à 80 % par l'État

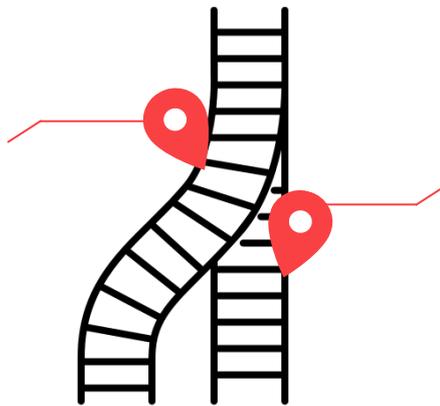


Réseau ferroviaire Dol-Dinan-Lamballe

Rénovation en cours

du tronçon Dinan-Lamballe

pour 50 millions d'euros de travaux de rénovation et 61 km, financés à hauteur de 26,5 % par l'État



Rénovation terminée

du tronçon Dol-Dinan

pour 28 km



Réseau cyclable

+81

km d'aménagements cyclables totalisant 1 058 km



86

projets soutenus pour 6,4 millions d'euros (DSIL et DETR)

D'autres investissements ont également été réalisés :



Expertise sur les mobilités actives (des services auprès des collectivités)



Observatoire départemental des mobilités

LE CONTRÔLE

Entreprises



Élevages et industries agro-alimentaires

15

consultations
publiques

sur les 150 dossiers
instruits

114

mis en
demeure

et 3 procédures d'astreinte
journalière

465

élevages

et 21 industries agro-
alimentaires inspectés



Industrie

30

arrêtés préfectoraux
pour adapter
les exploitations
industrielles

10

arrêtés préfectoraux
d'autorisation d'exploitation :
 carrières, éoliens, etc.

20

inspections « coup de poing »
sur deux jours

145

inspections inopinées dont
 **30%**
d'arrêté de mise en demeure



Parc éolien en service, Bourbriac, Juillet 2022



Incendie d'un entrepôt en construction à Plouagat, Juin 2022

Activités maritimes



1 700

Contrôles en mer, au débarquement, à terre
ou par aéronef (avions ou hélicoptères) (contre 1750 en 2021)

200

PV (contre 250 en 2021) **↘ 2,5%** de taux d'infraction

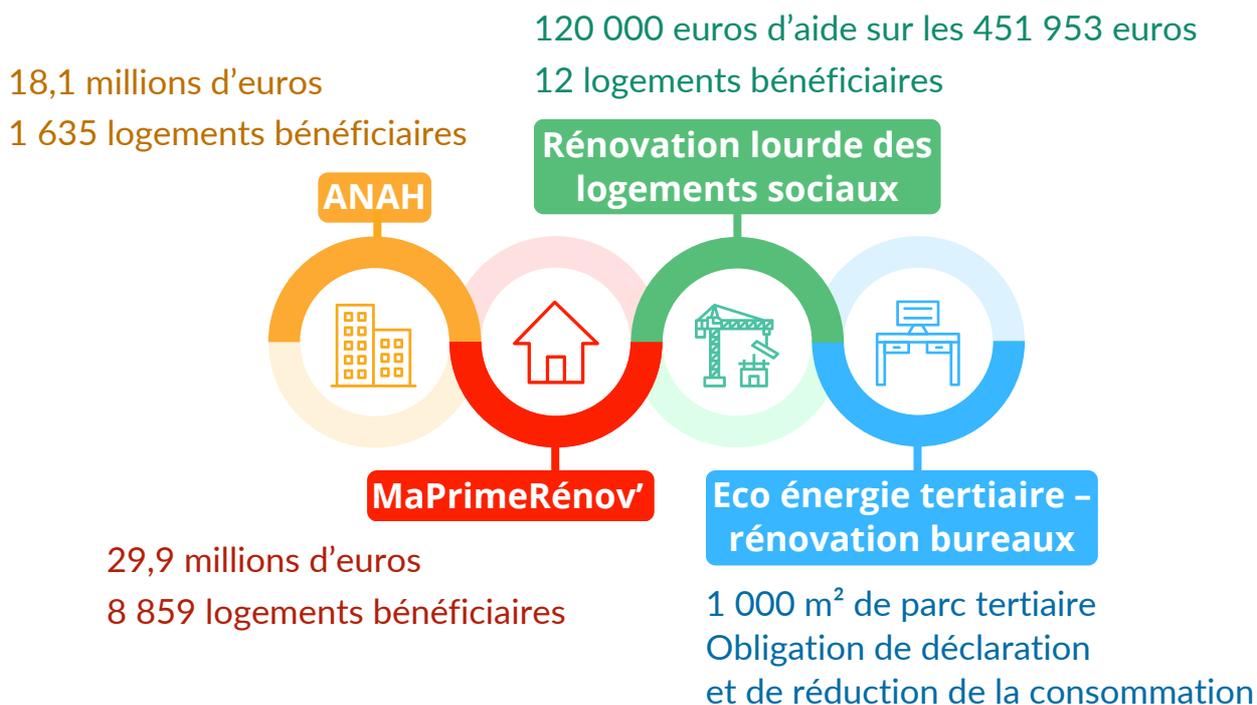
Crise sécheresse

Une vingtaine d'inspections ont été menées en août auprès des industriels les plus consommateurs en eau afin de vérifier le respect des mesures de restrictions définies par l'arrêté préfectoral.

L'ACCÉLÉRATION DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

L'efficacité de l'action publique pour réussir la transition écologique du territoire se caractérise notamment par la mise en œuvre d'actions concertées. En 2022, deux nouveaux EPCI (Leff Armor Communauté et Loudéac Communauté Bretagne Centre) sur 7 EPCI soumis à cette obligation au niveau départemental ont adopté un plan climat air énergie territorial (PCAET).

LA SOBRIÉTÉ, LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE

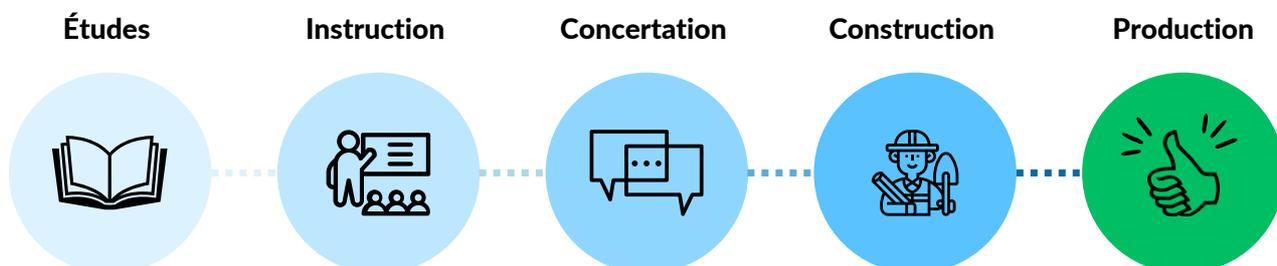


Connaissez-vous le service public de la rénovation énergétique ?

C'est le service public de conseil et d'accompagnement à la rénovation énergétique des Côtes-d'Armor. Doté de 500 000 euros en 2022, via le dispositif CEE SARE co-porté par l'État et le conseil régional, le programme SARE (Service d'accompagnement à la rénovation énergétique) opère depuis 2020.

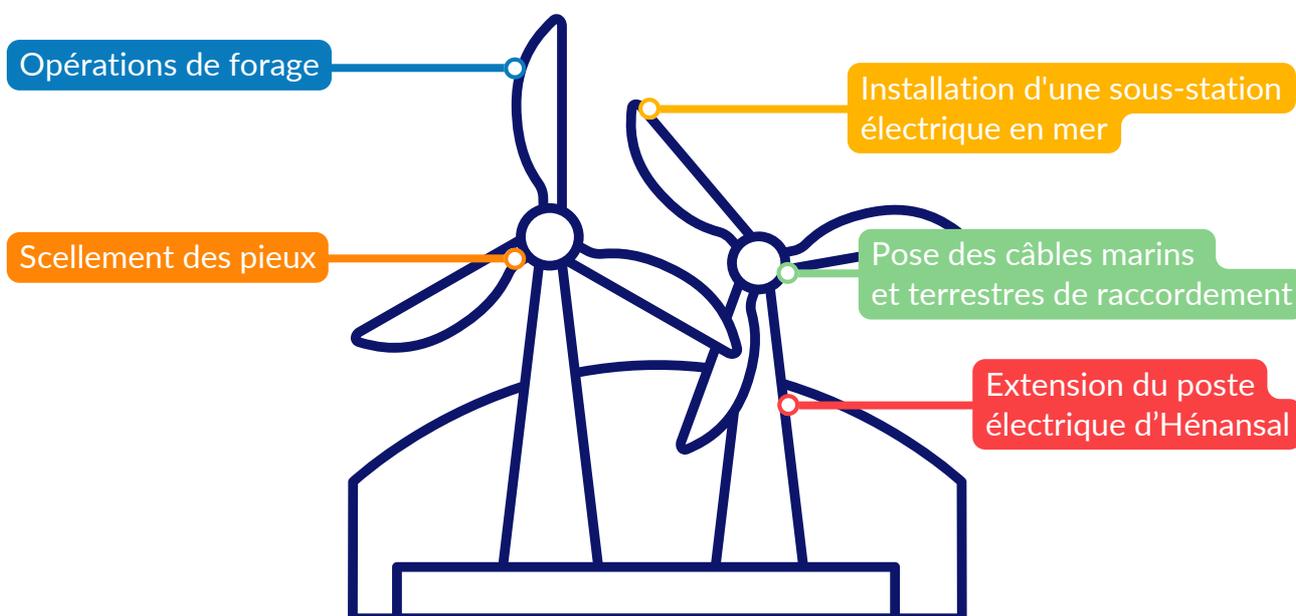
L'EFFICACITÉ ET LA SOUVERAINETÉ, LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Accompagnement et contrôle du développement des projets de production d'énergie par les services de l'État :





LES TRAVAUX DU PARC ÉOLIEN DE LA BAIE DE SAINT-BRIEUC SE SONT ACCÉLÉRÉS :



La concertation est permanente avec le comité de gestion et de suivi (CGS), le conseil scientifique (CS) du parc, les pêcheurs et tous les acteurs concernés.

Le parc démonstrateur hydrolien de Paimpol-Bréhat : bénéficiant d'un gisement intéressant de courants marins au nord-est de l'île de Bréhat, EDF a été autorisé à tester plusieurs modèles d'hydroliennes et à évaluer leurs impacts environnementaux. Les résultats obtenus à la suite de 24 mois de tests de l'hydrolienne HYDROQUEST ont été présentés en 2022 au comité de suivi environnemental et au comité de liaison.

05 PRÉSERVER LES PATRIMOINES NATUREL ET CULTUREL

PROTÉGER LE PATRIMOINE NATUREL

Le domaine public maritime naturel (DPMn) est un espace sensible et situé à l'interface de la terre et de la mer. L'État en assure la gestion en veillant prioritairement au maintien de son caractère public (accessible à tous) et de son état naturel.

Gestion du domaine public maritime naturel

Une stratégie départementale adoptée en 2019 comportant **36** actions opérationnelles structurées en cinq thématiques (occupation du DPMn, évolution du rivage, cultures marines, plaisance et mouillages et enfin activités de loisirs)

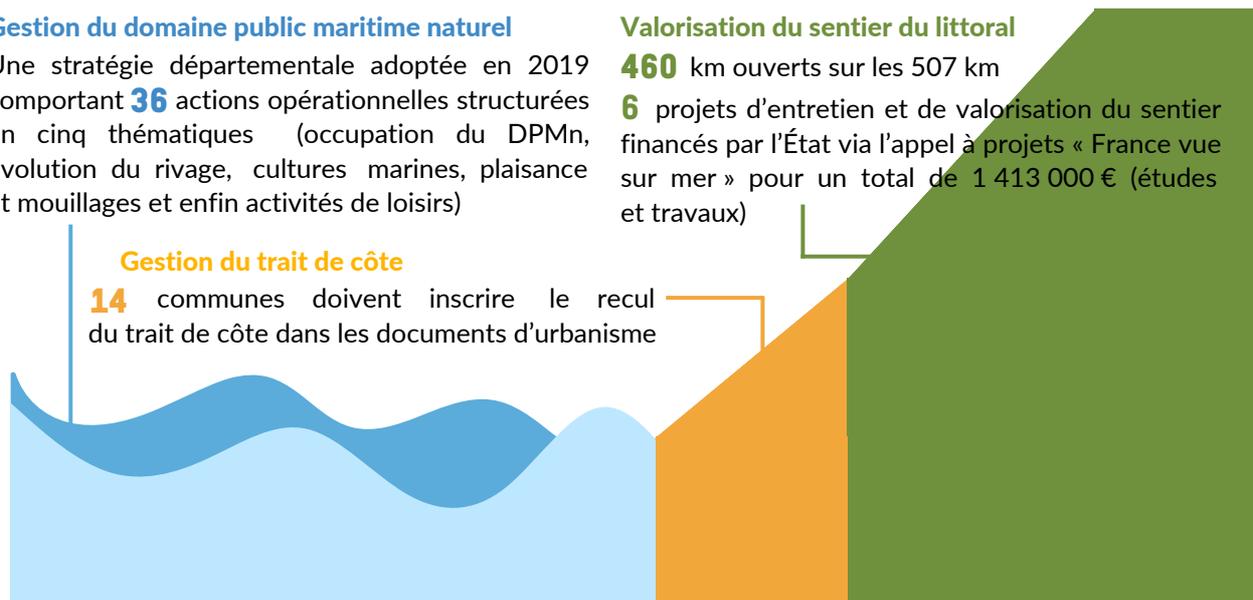
Valorisation du sentier du littoral

460 km ouverts sur les 507 km

6 projets d'entretien et de valorisation du sentier financés par l'État via l'appel à projets « France vue sur mer » pour un total de 1 413 000 € (études et travaux)

Gestion du trait de côte

14 communes doivent inscrire le recul du trait de côte dans les documents d'urbanisme



La gestion des mouillages

3 700 mouillages hors port, 900 faisant l'objet d'autorisations individuelles avec 540 contrôles et 145 mises en demeure.

Gestion des espaces naturels protégés, application de la stratégie nationale pour les aires protégées



2

réserves naturelles nationales



3

réserves naturelles régionales



6

sites protégés par arrêté



23

sites Natura 2000



Préservation de l'environnement marin :

- Extension de la réserve des Sept-Îles
- Création du syndicat de préfiguration de la Rance Côte d'Émeraude
- Validation des nouvelles orientations de gestion pour les sites Natura 2000

Préservation de la biodiversité et conciliation des intérêts



Concertation

avec les usagers des cours d'eau pour restaurer la continuité écologique des cours d'eau



16

demandes instruites de dérogations à la destruction des espèces protégées : parcs éoliens, RN164



23

demandes d'autorisation de captures exceptionnelles d'espèces piscicoles



99

autorisations de battues administratives permettant, notamment, la régulation de 81 sangliers



224

demandes instruites d'autorisation individuelle de destruction d'espèces classées nuisibles

L'impact de l'épidémie de la grippe influenza aviaire

L'action concertée de tous les acteurs concernés aux côtés des services de l'État a permis de limiter les contaminations à 1 basse-cour et à 4 foyers en élevage entre le 5 septembre et le 30 décembre 2022. Ces foyers ont conduit à la destruction sur ordre et sous contrôle de l'administration de 174 000 volailles. Malheureusement, la grippe a éliminé plus de la moitié de la population des fous de Bassan de la réserve des Sept-Îles.

Cette crise s'est poursuivie au début de l'année 2023, avec notamment 20 foyers contaminés entre février et début mars 2023.

LE SOUTIEN AU PATRIMOINE CULTUREL

Le département a accueilli, en 2022, 3,5 millions de visiteurs, le plaçant 17^e des départements français les plus attractifs. Cette forte fréquentation nécessite une mise en valeur continue du patrimoine culturel costarmoricain.

Mission d'expertise et de conseil



PRÉSERVATION ET VALORISATION DU PATRIMOINE

En 2022

10 000 actes ont été émis par l'UDAP des Côtes-d'Armor au titre de la mise en valeur des espaces protégés

Le département compte **16** sites patrimoniaux remarquables, **824** édifices protégés dont

249
sont classés

551
sont inscrits

24
ont une protection mixte

5 monuments classés appartiennent à l'État

3 musées possèdent l'appellation "musées de France"

Travaux d'entretien



Travaux de restauration



Inauguration du musée Mathurin Méheut à Lamballe

Après plus d'une année de travaux, le musée Mathurin Méheut a quitté l'étroite maison à pans de bois dite "du bourreau" qui l'abritait depuis 1972 pour rejoindre de nouveaux bâtiments au haras national de Lamballe. Le public a pu être accueilli dans les nouveaux locaux dès le 18 juin 2022. Le montant total mobilisé par l'État (Ministère de la culture – DRAC Bretagne) sur ce projet est de 1 181 740 €.

06 RENFORCER LA COHÉSION POUR PLUS DE SOLIDARITÉ

LA COHÉSION SOCIALE

Le logement social et l'amélioration de l'habitat : répondre aux besoins de logement de chacun, garantir le droit au logement et assurer une réelle mixité de peuplement dans les quartiers, telles sont les priorités en matière de logement et plus particulièrement de logement social.



Conseiller les collectivités

- Développement du logement social
- Amélioration de l'habitat

1,7 M€
de subventions

556
logements sociaux
construits



France Relance

120 000 € correspondant à un investissement
total de **451 953 €**

12
logements
locatifs rénovés



Loi dite SRU

11 communes de **plus de 3 500 habitants** soumises à
l'obligation d'atteindre **20 ou 25 %** de logements locatifs
sociaux dans leur parc de résidences principales

3
communes
carencées



Par ailleurs, **48 millions d'euros** d'aides directes à la rénovation de l'habitat privé, répartis au sein de MaPrimeRénov' et l'ANAH, ont contribué à la rénovation énergétique des logements costarmoricains.

AIDES DE L'ANAH EN 2022

Les aides de l'Anah en 2022 dans les Côtes-d'Armor ont concerné **1 635** logements aidés dont :

1 407

propriétaires
occupants (PO)

43

propriétaires
bailleurs (PB)

185

logements
en copropriété (PO ou PB)

458

logements pour des aides
à l'adaptation au handicap
et vieillissement (PO)

64

logements indignes ou très dégradés
(19 PO - 25 PB et 20 logements
en copropriété)

2

opérations de résorption de l'habitat insalubre
dans le cadre de recyclages d'ilôts dégradés à Guingamp
et à Saint-Brieuc pour 18,1 millions d'euros
de subventions

La lutte contre l'habitat indigne a permis de signaler **196** nouvelles situations dont 113 ont donné lieu à une fiche de demande d'intervention.

L'AIDE AUX PERSONNES FRAGILES

LES PLUS DÉMUNIS



Hébergement

242 places d'urgence financées avec 1 546 642 €

11 places supplémentaires en période hivernale



Commissions d'aide

415 dossiers examinés au sein de la commission de médiation DALO

264 dossiers examinés au sein de la commission de coordination des actions de prévention des expulsions locatives **dont :**

- **116** au stade de l'assignation, **100** au stade du commandement de quitter les lieux et **48** au stade du concours de la force publique
- **875** dossiers examinés
↳ **10%** au sein de la commission de surendettement des particuliers



Samu social

Maraudes et aide alimentaire confiées à la Croix rouge pour **29 278 €**



Adaptation de la prise en charge - logement d'abord

162 pensions de famille

169 places créées grâce au dispositif d'intermédiation locative

Près de **100 000 €** en faveur de l'accompagnement social renforcé en hébergement d'urgence

Le service intégré de l'accueil et de l'orientation (SIAO) a géré :

6 575 demandes d'hébergement en 2022,

2 176 attributions ont été réalisées vers les dispositifs d'hébergement d'urgence.

DISPOSITIFS D'ACCUEIL ET DE PRISE EN CHARGE

Les demandeurs d'asile, la prise en charge des réfugiés en situation régulière et le traitement des personnes en situation irrégulière :

Hébergement

50

places

Intégration

307  **13** 

dans le domaine de l'apprentissage de la langue française, de l'accompagnement à l'emploi et de l'accompagnement global et accès aux droits pour :

 **274 382 €**

Expulsion

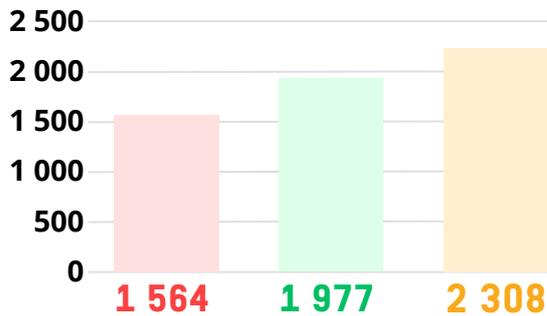
350

obligations de quitter le territoire français (OQTF)

Parmi les personnes identifiées comme démunies, **6 671 majeurs** ont été placés sous protection par l'autorité judiciaire et **5 projets** portés par des associations de lutte contre la pauvreté ont été aidés, représentant une dotation de plus de **177 200 euros**.

LA PRISE EN CHARGE DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

LES MINEURS



places dans les établissements et services pour enfants

élèves handicapés sont accompagnés par un AESH

agenda d'accessibilité programmée (Ad'Ap) sont assurés par la DDTM

L'école inclusive avec :

20

pôles inclusifs d'accompagnement localisés (PIAL) couvrent tout le département

Plan

pluriannuel de formation des enseignants du secteur public

3 769

élèves bénéficient d'un projet personnalisé de scolarisation

Équipes

mobiles de professionnels pluridisciplinaires

LES ADULTES



36 projets d'habitat inclusif visant à accueillir 284 personnes bénéficiaires



419 places dans les 9 maisons d'accueil spécialisé

Le travail en établissements spécialisés avec :



1 167 places dans les établissements et services d'aide par le travail (ESAT)



390 aides aux postes dans 13 entreprises adaptées (EA) qui bénéficient d'une aide de 6,6 millions d'euros de l'État. Ces 13 EA, emploient 1 012 salariés RQTH*



114 000 € pour 5 projets prévoyant la création de 10 emplois grâce au fonds d'accompagnement à la transformation des entreprises adaptées (FATEA)

*La reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH)

La signature de la convention de la communauté 360

Création d'un numéro gratuit 0800 360 360 joignable 24h/24 pour répondre aux besoins des citoyens costarmoricaains en situation de handicap et de leurs familles.

LES PERSONNES ÂGÉES EN PERTE D'AUTONOMIE

Opérations de reconstruction ou de réhabilitation des EHPAD



3 millions d'euros

grâce au Ségur de la santé, au profit de **2 projets** et **4 études**

Financement en équipements, petits matériels ou travaux



2,5 millions d'euros

pour améliorer le quotidien des personnels et des personnes accueillies

À l'échelle régionale, en plus des crédits mobilisés dans les investissements numériques, **5,2 millions d'euros** ont été octroyés aux filières gériatriques bretonnes pour pérenniser les astreintes gériatriques et étendre l'intervention des équipes mobiles de gériatrie et des équipes mobiles de soins palliatifs des Centres Hospitaliers aux établissements sociaux et médico-sociaux et à domicile.

L'ACCÈS AU SPORT ET À LA CULTURE POUR TOUS

LA CULTURE

Au-delà du soutien financier accordé aux porteurs de projet, les services de l'État proposent leur expertise scientifique et artistique et veillent notamment à l'aménagement culturel du territoire en encourageant l'accès aux offres et aux pratiques culturelles du plus grand nombre.

PASS CULTURE

17 983

jeunes costarmoricains (15-18 ans)

39

structures partenaires

140 273

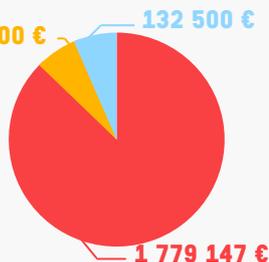
réservations d'offres culturelles

SOUTIEN À LA CRÉATION

127 400 €

1 911 647 € d'aides dont :

- pour le spectacle vivant
- pour le fonds festivals
- pour les arts visuels



INVESTISSEMENT DANS LES BIBLIOTHÈQUES

479 385 €



STRUCTURES CULTURELLES LABELISÉES

Scène nationale : La Passerelle (Saint-Brieuc)

Scènes territoriale : Quai des rêves (Lamballe), Théâtre du champ au Roy (Guingamp), le petit écho de la mode (Chatelaudren)

Scène de musiques actuelles : Bonjour-Minuit (Saint-Brieuc)

Festivals : Art Rock (Saint-Brieuc), musiques anciennes (Lanvellec)



LE SPORT

Promouvoir l'activité physique et sportive répond à des enjeux éducatifs, de cohésion sociale et de santé. En apportant un soutien financier aux projets développés sur les territoires par l'ensemble des acteurs du monde sportif et par les collectivités, l'État contribue fortement à cet objectif.

PROMOTION DU SPORT

20

emplois d'éducateurs sportifs subventionnés



SCOLAIRE

64

sections sportives en collège

12

sections sportives en lycée

1 133

élèves bénéficiaires



PASS'SPORT

PASS SPORT

421

structures d'accueil

8 432

enfants bénéficiaires

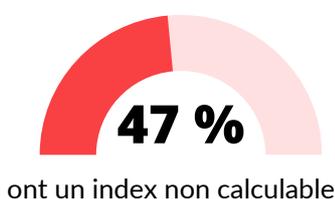
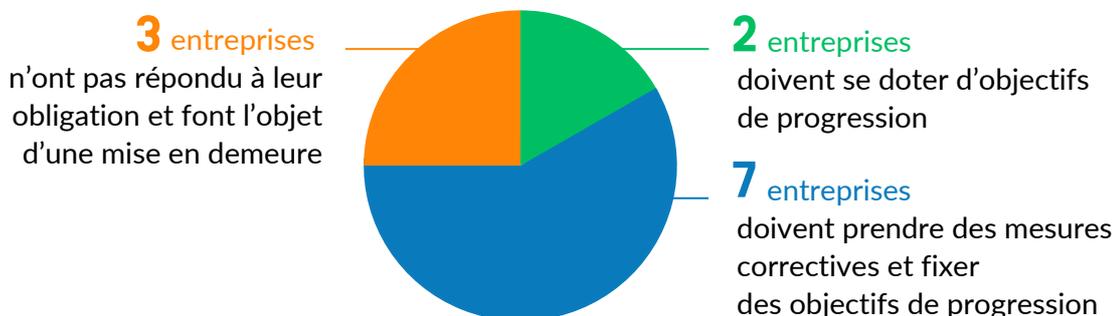
La promotion du vivre ensemble : penser la cohésion nationale, c'est inclure toutes les femmes et tous les hommes dans la démocratie, leur garantir les mêmes droits et les mêmes devoirs en s'inscrivant dans l'identité forte de notre pays. Pour cela, l'État soutient les associations, mais aussi les collectivités locales et les établissements publics qui s'orientent vers l'accompagnement des jeunes grâce au service civique ou à des missions d'accueil et d'information.

L'ÉGALITÉ FEMME-HOMME

L'égalité des droits au travail pour les entreprises de plus de 50 salariés

Publication d'un index d'égalité professionnelle

236 entreprises costarmoricaines concernées dont :



Négociation sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

25/258 entreprises n'ont pas répondu à leur obligation et font l'objet d'une mise en demeure

Budget

 **245 177 €**  **31 %**

88 % consacrés à la lutte contre les violences faites aux femmes

Actions départementales auprès de toutes les entreprises

Club des entreprises inclusives

Observatoire Départemental du Dialogue Social

LA FLUIDIFICATION DES PARCOURS DES VICTIMES DE VIOLENCES

Une violence dont l'ampleur continue à se révéler depuis cinq ans. Le nombre de femmes victimes de violences intrafamiliales constaté par les forces de sécurité atteint **1 871 en 2022** contre 1 499 en 2021 soit **+24,8 %** par rapport à 2021. Par ailleurs, **784 faits de violences sexuelles** ont été constatés en 2022 contre 592 en 2021 soit **+ 32,4 %** par rapport à 2021.

La simplification des parcours des femmes qui dénoncent des violences est donc une priorité et l'État agit notamment avec :

5

postes d'intervenante sociale en commissariat et gendarmerie (soit + 1 par rapport à 2021)

89

places d'hébergement dédiés (soit + 5 par rapport à 2021)

100 %

des Groupements hospitaliers de territoire (GHT) couverts par une convention

Par exemple, celle du GHT Armor, signée le 2 février 2022, prévoit la possibilité de prendre la plainte *in situ* dans les hôpitaux par la gendarmerie ou la police nationale et le développement du recueil de preuves sans dépôt de plainte à l'hôpital.

LA COHÉSION NATIONALE, LE VIVRE ENSEMBLE

Associations costarmoricaines

11 000 associations

313 050 € d'aides (pour 161 associations costarmoricaines)

FONJEP

44 emplois qualifiés

16 Fonjep Jeunes

Service civique

200 structures

328 jeunes concernés

Service National Universel (SNU)

2021 a été l'année de déploiement du SNU sur l'ensemble du territoire et 2022 a permis d'accueillir **32 000 jeunes** au plan national. Dans le département, **312 jeunes costarmoricains** ont participé à un séjour de cohésion de deux semaines et **477 volontaires SNU** originaires d'autres départements ont été accueillis au lycée agricole de Pommerit-Jaudy et au centre de vacances du Baly à Pleumeur-Bodou. Une fois le séjour de cohésion réalisé, les volontaires du SNU effectuent une mission d'intérêt général de **84 heures minimum** réparties au cours de l'année suivant le séjour de cohésion.

LA COHÉSION TERRITORIALE

Les aides financières et techniques de l'État aux collectivités locales

Dotations

 **405**
millions d'euros

aides au fonctionnement des collectivités locales dont :

Dotation globale de fonctionnement (DGF) :



Département :

90 millions d'€



Communes
et intercommunalités :

195 millions d'€

les dotations de péréquation représentent

41,6%

de la DGF des communes

Subventions

 **23,65**
millions d'euros

investissement en soutien à 283 projets dont :



11.36 millions d'€

d'équipement des territoires ruraux (DETR)



9.87 millions d'€

d'investissement local (DSIL)



2.42 millions d'€

de soutien à l'investissement du département (DSID)

Des territoires ruraux aux agglomérations en passant par les villes moyennes, une action adaptée

L'AIDE À LA RURALITÉ



8 CRTE*

accompagnement des projets de collectivités et mise en œuvre des politiques de l'État vers les territoires



31

espaces France Services



37

conseillers numériques dont 35 sont formés et installés des espaces France Services

*Contrat de Relance et de Transition Écologique

Le volontariat territorial en administration

Sur le même modèle que le volontariat territorial en entreprise (VTE), il permet à de jeunes diplômés âgés de 18 à 30 ans, d'un niveau Bac+2 minimum, d'effectuer une mission au service du développement des territoires ruraux. L'État accompagne le recrutement d'un VTA par le versement d'une aide forfaitaire de 15 000 euros par VTA. En 2022, 6 communes ont signé un contrat avec un jeune volontaire.

La lutte contre les déserts médicaux

29



maisons de santé pluridisciplinaire (MSP)

7



projets de MSP accompagnés par l'ARS

LA POLITIQUE DE LA VILLE

Elle concerne 3 contrats de ville pour 7 quartiers des villes de Saint-Brieuc, Ploufragan, Lannion et Dinan pour près de 11 000 habitants.

Crédits spécifiques de la politique de la ville

500 000 €

« Quartiers d'été »

56 158 €

11 associations bénéficiaires

Missions de médiation sociale

424 930 €

20 postes d'adultes relais

Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire

42 984 €

6 postes d'animateurs financés

Programme de Réussite Éducative

210 500 €

300 enfants en grande difficulté scolaire, suivis

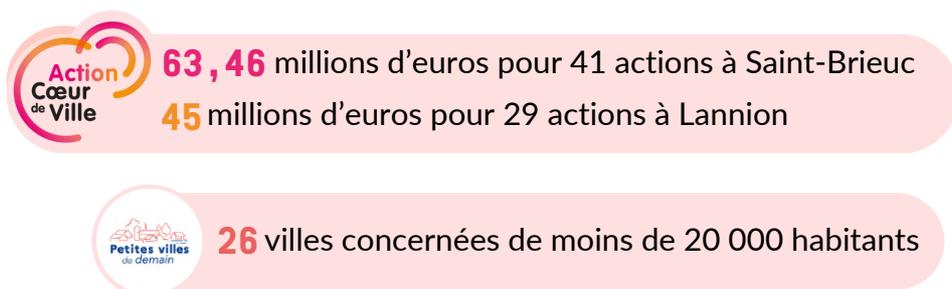
Le nouveau programme national de rénovation urbaine (NPNRU) concerne deux quartiers de Saint-Brieuc Armor Agglomération

La rénovation urbaine des quartiers : une implication forte de l'État



👉 REVITALISATION DES PETITES VILLES ET VILLES MOYENNES

Avec le programme « Action Cœur de ville » puis le programme « Petites villes de demain », l'État conforte tout à la fois les villes moyennes ainsi que les petites villes. Il favorise l'attractivité de l'habitat en centre-ville, développe le commerce et l'artisanat en centre-ville, les mobilités et les connexions entre les quartiers, requalifie les formes urbaines, l'espace public et le patrimoine. Enfin, l'État améliore l'accès aux services publics notamment de santé.



👉 LUTTE CONTRE LA FRACTURE NUMÉRIQUE

L'État s'est engagé à garantir un accès à un internet très haut débit et à la 4G pour tous. Trois plans sont en cours de déploiement dans les Côtes d'Armor : le plan France très haut débit, le plan France Mobile et le plan inclusion numérique.

PLAN FRANCE

Très Haut débit pour Internet

Généralisation de la fibre optique jusqu'à l'abonné sur l'ensemble du territoire d'ici 2025

95,42 %

des locaux étaient raccordés dans les 15 communes concernées par le déploiement des réseaux de desserte dits "fibre optique jusqu'au domicile" (FttH) par les opérateurs privés

14,94 %

des locaux étaient raccordés dans les 333 communes concernées par le déploiement des réseaux de desserte FttH assuré par les collectivités

Mobile pour la téléphonie mobile

15

pylônes opérationnels parmi les 33 en construction dans 28 communes

ÉLECTIONS 2022

Les services de l'État ont organisé les quatre tours de scrutin des élections présidentielles et législatives en 2022. Cela concernait 470 000 électeurs et 655 bureaux de vote dans les 348 communes du département.

La gestion de la propagande électorale a été réinternalisée et a mobilisé :

400 

5 000 m²



de Brezillet

Opérations

de mise sous pli de 1.9 million d'enveloppes de propagande électorale

de mise en colis pour l'envoi des bulletins de vote

D'autres élections se sont également déroulées en 2022 :



Tribunal de commerce de Saint-Brieuc

5 juges consulaires élus



Élections municipales partielles

10 communes concernées



Élections professionnelles

77 scrutins organisés

👉 RÉGLEMENTATION, CONTRÔLE ET LUTTE CONTRE LA FRAUDE

Nombre de titres d'identité délivrés

95 603 titres en 2022
(55 239 CNI et 40 364 Passeports)



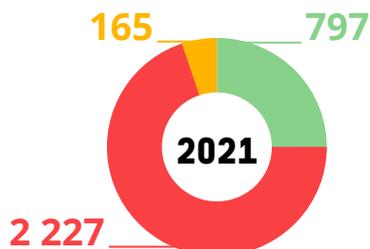
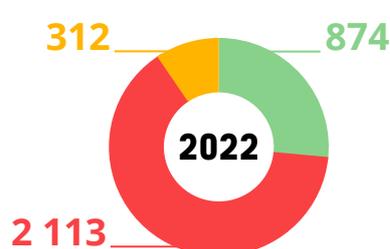
57 851 titres en 2021
(57 851 CNI et 16 708 Passeports)

34 communes dotées de dispositifs de recueil en 2022 (soit 38 dispositifs de recueil dans le département)



27 communes dotées de dispositifs de recueil en 2021 (soit 31 dispositifs de recueil dans le département)

👉 DÉLIVRANCE DE TITRES DE SÉJOUR



- Nombre de titres délivrés en première demande
- Nombre de titres délivrés en renouvellement
- Nombre de titres temporaires délivrés dans le cadre de l'AES

Préfecture des Côtes-d'Armor
22023 Saint-Brieuc - Cedex 1 - Place du Général de Gaulle
02 21 27 30 22 | www.cotes-darmor.gouv.fr



conception : Bureau de la Représentation de l'État et de la Communication Interministérielle